n°64 Dezember 2020

etikaINFO

INFORMATIOUNSBLAT
FIR EN ALTERNATIVEN
ËMGANG MAT GELD

NEUE PROJEKTE:
NATURATA Merl,
SUDSOLAR ENERGY

RESPONSIBLE BANKING:
Geld ist nicht neutral,
UN-Principles

KOOPERATION:
Nachhaltig versichert?
Veranstaltungen

EDITORIAL

Liebe Menschen im Wandel,

es sind Ausnahmezeiten – und da geht es ums Handeln, das richtige Tun! Wie uns jetzt bewusst wird, war der vorherige „Normalzustand" ein sozial-ökologisches Desaster. Viele Menschen hoffen, dass es nach Überwindung der Pandemie kein „back to normal", sondern einen Wandel gibt. Und viele haben ihn für sich persönlich im Kleinen oder Großen schon begonnen. Das macht Mut. Und doch finden wir uns nun erneut in einer Ausnahmesituation, die wir überwunden zu haben glaubten.

Die Pandemie trifft alle, besonders selbstständige Betriebe und gemeinnützige Organisationen, die auf Publikumsbetrieb angewiesen sind. Die meisten Geschäfte und Restaurants haben treue Stammkunden, die sie unterstützen. Viele haben kreative Wege gefunden, ihren Betrieb aufrecht zu erhalten. Uns ist kein soziales oder ökologisch orientiertes Unternehmen bekannt, das schließen musste. Dennoch brauchen sie weiterhin unsere helfende Geste, indem wir sie – meist mit einem Einkauf – unterstützen.

Erst Recht gilt diese solidarische Verantwortung – unabhängig von Covid-19 – für Zulieferer im globalen Süden, wie Sie rechts lesen können. Wenn Sie gerne an solchen Aktionen für einen Wandel mitwirken würden: Schreiben Sie uns, wir laden Sie ein, verspricht Ihnen jedenfalls

Ihr Ekkehart Schmidt

TRAVAIL DE LOBBYING

# Devoir de vigilance : Action pour une loi nationale

A l'occasion de la déclaration de Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européenne, sur la politique étrangère du Luxembourg, l'Initiative pour un devoir de vigilance, composée de 17 organisations de la société civile (parmi elles etika), a appelé le Luxembourg le 11 novembre à être un bon candidat pour le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies au niveau des droits humains et des activités économiques. Effectivement, le Luxembourg a déposé sa candidature pour la période 2022-2024.

Lors de sa déclaration du 10 décembre 2018 commémorant le 70e anniversaire de la proclamation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Ministre Jean Asselborn avait annoncé la « présentation d'engagements et de contributions volontaires pour la protection et la promotion des droits de l'homme dans le monde » dans le cadre de la campagne du Luxembourg pour un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Cependant, l'Initiative pour un devoir de vigilance rappelle qu'il persiste « un déséquilibre en faveur des mesures purement volontaires par rapport aux mesures contraignantes ». De ce fait, une loi nationale sur un devoir de diligence pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains pourra renforcer une vraie protection de ces droits dans le monde.

En effet, comme en témoignent des rapports d'ONGs et de la Commission consultative des droits de l'homme, les activités économiques d'entreprises luxembourgeoises dans des secteurs à risques tels que les minerais de conflit, la filière cacao et l'accaparement de terres au Sud, présentent des risques de violations potentielles ou réelles des droits humains « ici et ailleurs », par exemple au niveau du travail des enfants et des dégâts environnementaux.

Lors de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies le Premier Ministre Xavier Bettel a lui-même souligné l'importance d'un engagement du Luxembourg pour les défenseurs des droits humains. Selon Michael Forst, rapporteur spécial des Nations Unies, ceux et celles « travaillant sur la question des entreprises et des droits de l'homme constituent l'une des catégories de défenseurs des droits de l'homme les plus vulnérables » car ils se heurtent à d'importants intérêts économiques.

Le Luxembourg, maintenant candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ne pourra pas ignorer ces réalités. ▶

### Crise COVID-19 et droits humains

La crise du Covid-19 nous rappelle façon dramatique à quel point la transparence et la diligence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales sont dans notre intérêt « ici et ailleurs ». La crise actuelle, malgré ses effets dévastateurs, offre l'occasion de repenser les modèles économiques en vigueur afin d'aboutir à une relance économique plus durable.

La question de la résilience des entreprises ne peut pas être simplement réduite aux questions de digitalisation ou de logistique. La fragilité des chaînes de valeur a aussi une dimension humaine dont il faut tenir compte. Une chose est claire : les droits humains ne sont pas négociables, ils doivent être respectés – même en période économique difficile. Une économie globalisée comme celle du Luxembourg doit prendre en compte ces considérations.

En Finlande, également candidate à un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le gouvernement a précisément prévu dans l'accord de coalition l'introduction d'une loi sur un devoir de diligence en matière de droits humains et des entreprises. Un processus de consultation publique a déjà été organisé récemment.

Le Luxembourg devrait être parmi les premiers à garantir une protection contre les atteintes aux droits humains dans le cadre des activités économiques en adoptant une législation nationale. Cette législation lui permettrait également de se doter de règles adaptées au contexte économique national et contribuerait au

développement d'une réglementation ambitieuse au niveau européen. Une telle démarche ne pourrait que renforcer la cohérence de la candidature du Luxembourg pour siéger au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. (CdP)

**INFO**
initiative-devoirdevigilance.org

NOUVEAUX PROJETS

# Agrandissement du NATURATA Merl

Depuis le premier marché inauguré en 1989, on dénombre aujourd'hui onze Bio-Marchés NATURATA et magasins bio à la ferme dans tout le Luxembourg. Tous proposent des produits de la marque BIOG, commercialisés par la coopérative Bauere-Genossenschaft Lëtzebuerg (BIOG) et le grossiste bio BIOGROS, dont une grande partie est fabriquée au Luxembourg.

Depuis 2008, le Bio Marché NATURATA de Merl met à disposition une gamme très variée d'articles bio sur une surface de 600 m². Situé route de Longwy et facilement accessible, il se distingue par son large assortiment de produits de soin et cosmétiques naturels, ainsi que par son coin bistro.

Suite à l'arrêt des activités commerciales de la famille Ackermann (« Lapino »), le propriétaire de cette surface de 605 m² l'a proposée à NATURATA. Pour pouvoir étendre la surface totale de vente au rez-de-chaussée à 1.373 m², la direction de NATURATA a accepté l'offre de location et même décidé de louer une surface supplémentaire de 318 m² au sous-sol.

« Nous tenons à rénover et améliorer constamment nos points de vente pour satisfaire une clientèle toujours plus grande et plus exigeante. Avec presque 1.400 m² sur un niveau, notre surface de vente est maintenant la plus grande de tous les magasins », explique Roland Majerus, un des responsables du groupe OIKOPOLIS.

Après les travaux d'agrandissement, le magasin rassemblera sur un même niveau épicerie, boucherie, boulangerie, bistro / restaurant et espace "beauty & culture".

Les principaux changements attendus sont les suivants :

- L'entrée située route de Longwy donnera accès à un bistro / cafétéria / restaurant où seront servis petit-déjeuner, plats du jour et pâtisseries pour 32 couverts avec un comptoir pour le self-service et la vente de pain, de pâtisseries et de viennoiseries ;
- Une surface d'environ 300 m² sera dédiée à Naturata Beauty & Culture et proposera produits cosmétiques, d'hygiène et de nettoyage ;
- La nouvelle surface de 605 m² sera réservée à la vente d'articles d'épiceries comprenant entre autres : fruits et légumes, comptoirs fromage et viande séparés, crèmerie, produits congelés ainsi qu'une zone OUNI.

« Avec cet agrandissement et la rénovation de NATURATA Merl, nous espérons une augmentation du chiffre d'affaires. Par conséquent nous prévoyons de recruter du personnel supplémentaire, il nous faudrait plus ou moins 13 collaborateurs/trices de plus », précise Roland Majerus.

Pour ces besoins, NATURATA a reçu en août 2020 de la part de Spuerkeess et etika un crédit d'investissement de 1.500.000 euros (durée : 12 mois).

**CONTACT**
NATURATA Merl
486, Route de Longwy, L-1940 Luxemburg
T +352 27 35 12-33

Drei weitere neue Projekte (ENERCOOP Naturpark Owersauer, Habitation Groupée CO HOUSING und SOTA - URBAN FARMING) stellen wir in der nächsten Ausgabe vor.

# Carport solaire chez Ceratizit et couverture d'un parking aérien

Le photovoltaique, se basant sur des standards technologiques établies depuis plus de 20 ans, puis sur l'innovation et le développement de produits de plus en plus performants et plus écologiques, profite aujourd'hui de sa réputation à être la source d'énergies renouvelable à empreinte écologique la plus favorable tant de par ses méthodes de production que ses principes universellement reconnus et légalement imposés de recyclage en fin de vie du produit.

En septembre 2020 la société SUDSOLAR ENERGY INVEST II, a été créé avec le but du développement et financement de projets photovoltaïques. Elle résulte d`une coopération entre les entreprises ENERDEAL SA (50 %) et SUDSTROUM Sarl & Co SCS (50 %).

SUDSTROUM, appartenant à 100 % la Ville d'Esch-sur-Alzette a comme but d'offrir à tous ses consommateurs (ménagers, petits commerce, industriels) de l'électricité renouvelable. ENERDEAL et ses dirigeants sont actifs dans la construction, l'exploitation et le financement de centrales solaires industrielles au Benelux avec plus de 200 projets à leur actif et même en Afrique (Cap Vert, Congo, Madagascar), avec p.ex. des projets photovoltaïques où ils participent à développer l'accessibilité à l'énergie à des communautés locales démunies et sans accès dans des pays comme le Congo (RDC) et Madagascar.

Le premier grand projet de cette coopération «**Ceratizit**» consiste en la réalisation et le financement en mode tiers investisseur du plus grand carport solaire du Luxembourg, situé sur le parking de l'entreprise Ceratizit à Mamer. L'objectif est d'en faire un projet exemplaire car très visible, tant pour la production d'énergie solaire (car les toitures ne sont pas appropriées) que pour l'intégration également de nombreuses bornes de recharge pour véhicules électrique.

Ce projet s'inscrit dans la volonté du Grand-Duché de Luxembourg de fortement développer son Energy-Mix vers les énergies renouvelables et permet de créer une plus-value locale pour l'emploi auprès des corps de métier participant à sa réalisation (montage, travaux électriques, raccordement, maintenance sur 15 ans, etc). Ce sera le premier projet de ce genre au Luxembourg et également le plus grand. Du fait du développement croissant de l'électromobilité, de la volonté du gouvernement de favoriser tant cette électromobilité que la production solaire, et de la rareté des grandes toitures industrielles, cette exemplarité permettra de générer de nombreux autres projets de ce type sur les parkings tant des entreprises privées que du secteur public. Il est prévu de créer au moins une trentaine de stations de recharge pour voitures électriques sur le même parking afin de permettre au personnel de charger leurs véhicules électriques et d'inciter ainsi le plus possible l'orientation vers l'électromobilité.

Le projet Ceratizit, à lui tout seul, réalise une économie de 570 tonnes de $CO_2$ par an, soit près de 5 million de Km en voiture thermique. Pour les besoins de ce projet dont l`investissement total s'élève à 1.657.600 EUR l`entreprise SUDSOLAR ENERGY INVEST II Sarl a reçu en octobre un crédit d`investissement de la part de Spuerkeess et etika de 1.326.100 EUR (durée: 14 ans).

Le deuxième projet photovoltaïque «**Biohealth**» consiste en la réalisation et le financement de la couverture d'un parking aérien à 3 étages sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette par une installation photovoltaïque (photo). L'objectif est d'en faire aussi un projet exemplaire car très visible pour la production d'énergie solaire sur un parking aérien récemment ouvert au public en utilisant les infrastructures existantes du parking aérien pour créer une source supplémentaire d'énergie verte. De ce genre ce sera aussi le premier projet au Luxembourg et également le plus grand.

Le projet Biohealth, à lui tout seul, réalise une économie de 130 tonnes de $CO_2$ par an soit 1 million de Km en voiture. Pour les besoins de ce projet dont l`investissement total s'élève à 318.740 EUR l`entreprise SUDSOLAR ENERGY INVEST II Sarl a reçu en octobre un crédit d`investissement de la part de Spuerkeess et etika de 255.040 EUR (durée: 14 ans). (es)

**CONTACT**

SUDSOLAR ENERGY INVEST II, c/o SUDSTROUM Sarl & Co Secs, Torsten Schockmel
11, rue de Luxembourg, L-4220 Esch-sur-Alzette
T +352 26 783 787 - 686 ou 02
mail@sudstroum.lu

# $CO_2$-Kompensation

Die OIKOPOLIS-Gruppe spendet dieses Jahr jeweils gut 12.000 Euro an drei Vereine zur Unterstützung der Bio-Landwirtschaft. Auf diese Art möchten die Betriebe (u.a. BIOG, BIOGROS und NATURATA) ihren $CO_2$-Fussabdruck kompensieren. Dies erfolgt 2020 bereits zum siebten Mal, wie die Gruppe am 4. September bekanntgab. Basis für diese Kompensationszahlungen ist die Berechnung sämtlichen Verbrauchs in allen Gebäuden und der Fahrten von BIOGROS und der Mitarbeiter mittels einem vor Jahren mit Fachleuten entwickelten Systematik. 2019 belief sich der Gesamtverbrauch der Gruppe auf 1.597 Tonnen $CO_2$-Equivalenten. Trotz Wachstums in allen Bereichen konnte eine Reduzierung des $CO_2$-Verbrauchs im Vergleich zum Jahr 2017 festgestellt werden. „Dies zeigt, dass sich der bewusste Umgang mit Energie durchaus lohnt" hiess es. 1.597 Tonnen $CO_2$-Equivalente soll die Gruppe im Jahr 2019 produziert haben. Wie in den vergangenen Jahren werden die Kompensationsgelder an Organisationen gezahlt, die sich für eine biologische Landwirtschaft einsetzen, welche durch ihre Praxis in der Regel Kohlenstoff im Boden bindet. (es)

# Distinction pour BIOGROS

Avec le programme «Lean & Green» la Chambre de Commerce a honoré le 20 octobre, en collaboration avec le Cluster for Logistics et les Ministères pour le Développement durable et la Mobilité, les entreprises ayant activement mené des projets pour réduire les émissions de $CO_2$ de leurs activités logistiques et ayant de ce fait contribué à la protection de l'environnement. Dans son discours, le Ministre de l'énergie Claude Turmes a identifié les défis évidents tout en soulignant les développements technologiques, notamment en matière de la mobilité électrique. Le grossiste biologique BIOGROS, qui était parmi les quatre lauréats, a rempli d'un coup les critères pour la deuxième étoile en l'espace de deux ans seulement. Au total, une réduction des émissions de 47 % a pu être constatée. La consommation d'énergie a donc été réduite plus vite et de manière plus significative qu'initialement prévu dans le plan d'action quinquennal. Cette distinction importante a été attribuée à BIOGROS comme première entreprise au Luxembourg: «Avec ces premiers petits pas vers la mobilité électrique, elle occupe le rôle de précurseur».

Patrick Kolbusch, directeur de BIOGROS, a présenté la motivation derrière la participation au programme, ainsi que les défis qui ont suivi. Christelle Nicolay et Marco Gasper, les deux responsables principaux de la réalisation de ce projet, ont expliqué les détails de l'amélioration de la consommation énergétique. L'intégration du camion électrique et l'optimisation de la charge des tours, tout comme la coopération avec un concurrent international au sujet de la distribution des biens, ont joué un rôle de premier plan dans l'économie des émissions de $CO_2$. BIOGROS désire continuer à investir dans des projets innovants, prometteurs et révolutionnaireset à s'engager pour un avenir plus durable, selon la devise: «Gutt fir Mënsch an Natur». (es)

# KultOURdëppen: Aus der Traum

Zehn Jahre nach seiner Gründung gehen im Kreativbistro KultOURdëppen in Untereisenbach, einem von etika geförderten Projekt, nun endgültig die Lichter aus. Das von Michel Heftrich mit viel Herzblut aufgebaute Kulturzentrum mit schönem Garten, Ateliers, einer Bibliothek, einer Internetstuff und vielen ausgefallenen Objekten muss schließen, weil sich keine Nachfolgeregelung ergeben hat, nachdem er aus privaten Gründen nach Österreich gezogen ist. In den ersten Jahren wurde die paradiesisch gelegene Anlage zum Schauplatz vielfältigster Aktivitäten rund um Kultur, Kreativität und Begegnung. Die Bandbreite reichte von Backworkshops über Kreativateliers und Ausstellungen bis hin zu Konzert- und Leseabenden.

Etwa ab 2013 erfolgte ein gewisser Wechsel in der zentralen Philosophie des Hauses: weg von der Landakademie und hin zur Reparatur-, Upcycling- und Kreislaufwirtschaft. Aller Veranstaltungserfolge, Impulse und Ideen zum Trotz gelang es Michel Heftrich seit mehreren Jahren nicht, eine tragfähige Basis und Kontinuität in den Betrieb zu bringen. Die Gründe waren so vielfältig, wie das Projekt selbst: vom abgelegenen Standort über beschränkte finanzielle Marketingmöglichkeiten bis hin zum Scheitern der Suche nach einer langfristigen Betriebsnachfolge, nachdem der 63-jährige seiner neuen Lebensgefährtin nach Österreich gefolgt ist. Nun soll das Haus verkauft werden. Die Erlöse sollen in eine kleinere Begegnungsstätte mit offener Werkstatt vor Ort sowie eine Zehn-Länder-Radtour fließen, bei der er bei Workshops zum Thema mitwirken will. (es)

# Radio ARA: situation précaire

Le projet de loi 7631 visant à réformer l'aide à la presse n'est pas du goût des radios locales établies au pays depuis la libéralisation des ondes de 1991, selon la woxx du 10 septembre 2020. Le texte visé contient bien un paragraphe sur les «éditeurs citoyens» qui ne poursuivent pas de but lucratif et qui peuvent par conséquent bénéficier d'une aide spécifique pouvant aller jusqu'à 100.000 euros par an. Contrairement à l'aide destinée à la presse «normale», réservée à la presse écrite, cette aide spéciale est aussi destinée à des radios dites «citoyennes». Mais pour pouvoir en bénéficier, la radio doit embaucher deux journalistes à plein temps.

Or, les radios locales ne disposent pas des moyens financiers pour remplir cette condition de départ et auraient besoin d'autres types de financements structurels pour pouvoir maintenir leur rôle en tant qu'actrices importantes de la vie culturelle locale. Elles exigent une législation spécifique adaptée à leur situation, qui est au moins aussi précaire que celle des autres médias visés par la nouvelle loi. Il en va ainsi de la radio communautaire Radio Ara – qui existe depuis 1992 et qui a reçu une aide financière de etika en 1998. Le risque est donc grand que les dispositions du projet de loi se révèlent un cadeau empoisonné pour les radios locales. (es)

**APPEL** **Wei Radio ARA ënnerstëtzen?**

Cash an Täsch! Mat dengem Don suergs du dofir, dass mir op Sendung bleiwen! Investéier an eis Onofhängegkeet a setzt och en Zeechen dofir, dass Radio ARA gebraucht gëtt!
Dir kennt de Radio ARA mat engem Ordre permanente oder een emolegen Don iwwert den Oeko-Fonds ënnerstëtzen: Kontodaten IBAN LU96 1111 0734 1886 0000 BIC CCPLLULL – WICHTEG: Gëff 'Support Radio ARA' als Verwendung un. (Firwat OekoFonds? Well et iwwert si méiglech ass, den Don steierlech ofzesetzen).

www.ara.lu

# Geld ist nicht neutral

Bei konventionellen Banken können Kunden nicht sicher sein, was mit ihrem Geld geschieht. Ihre Einlagen auf Giro- und Sparkonto werden auch für Investitionen verwendet, die Rüstungsgeschäfte fördern, die Klima- und Biodiversitätskrise verstärken oder gegen internationale Menschenrechtsstandards verstoßen. Die Organisationen Urgewald und Facing Finance haben jüngst aufgedeckt, wie internationale Großbanken weiterhin die Rüstungsindustrie finanzieren. Auch bei der Finanzierung von klimaschädlichen Energieträgern wie Kohle, Öl und Gas sind immer noch viele Banken engagiert. Wer derartige Geschäftspraktiken als Kunde nicht unterstützen möchte, hat Alternativen: hierzulande ist zuallererst die seit 24 Jahren bestehende Kooperation Spuerkeess-etika zu nennen.

Weitet man einmal den Blick über Luxemburg und unser Alternatives Sparkonto hinaus, lohnt es, Angebote in unseren Nachbarländern zu kennen. Neben La Nef gibt es in Frankreich viele kleinere, regionale Angebote. In Belgien sind Triodos, NewB und Financité zu nennen. Besonders viele Angebote gibt es in Deutschland, wie die Verbraucherzentrale Bremen untersucht hat. Im November wurden die Ergebnisse veröffentlicht: Es gibt jenseits der Mosel 14 Banken, darunter acht mit kirchlichem Hintergrund, die als besonderes Geschäftsmodell eigens festgelegte ethische und ökologische Kriterien entwickelt haben, die sie ihrem gesamten Bankgeschäft zugrunde legen. Dies unterscheidet die GLS Bank, die Umweltbank oder die Bank für Kirche und Caritas - um nur einige zu nennen – von anderen Geldinstituten.

Bei konventionellen Banken können Kunden zwar ihr Geld in einzelne nachhaltige Produkte wie ethisch-ökologische Investmentfonds investieren. Dennoch finanzieren sie mit ihren Einlagen, z.B. auf Sparkonten oder dem Gehaltskonto, unter Umständen kontroverse Geschäftspraktiken. Banken mit Nachhaltigkeitsstandards hingegen schließen eine Reihe von Geschäftsfeldern komplett oder teilweise aus. Das Geld der Kunden verwendet eine Bank dabei im Wesentlichen in zwei Bereichen: Im Kreditgeschäft und im sogenannten Eigenanlagengeschäft. Letzteres umfasst unter anderem Investitionen am Kapitalmarkt in Form von Aktien oder Staats- und Unternehmensanleihen sowie Pfandbriefen öffentlicher und privater Emittenten. Die 14 Banken legen für beide Bereiche ethisch-ökologische Kriterien an: einerseits Ausschlusskriterien, andererseits gezielte Investitionen in soziale und ökologische Projekte.

Allerdings ist die Ausrichtung der einzelnen Banken unterschiedlich. Alle 14 Banken schließen bei ihren Geldgeschäften Unternehmen aus, die Arbeits- und Menschenrechte verletzen oder Kinderarbeit dulden. Bei lediglich sieben Kreditinstituten fließen grundsätzlich keine Gelder in die Kohle- und Ölbranche, nur die Hälfte nennt industrielle Tierhaltung als Ausschlusskriterium für die Eigenanlagen und die Kreditvergabe. Vergleicht man dieses Ergebnis mit der Anlagepolitik unseres alternativen Spar- und Kreditmechanismus, hätten wir – objektiv betrachtet – sehr gut abgeschnitten bzw. wären als sehr streng und kohärent eingestuft worden.

## Gezielte Förderung sozialer und ökologischer Geschäftsfelder

Bei ethisch-ökologischen Bankgeschäften geht es freilich nicht nur darum, kontroverse Branchen und Unternehmen auszuschließen. Wichtig ist für Banken mit Nachhaltigkeitsstandards auch, besonders ökologische und soziale Geschäftsfelder gezielt zu fördern. Bei vielen der 14 Banken steht die Kreditvergabe in den Bereichen Bildung, Gesundheit und Pflege sowie Erneuerbare Energien im Mittelpunkt. Ökologisches Bauen und Energiesparmaßnahmen sind weitere Schwerpunkte des Kreditgeschäfts.

Das Angebot an Finanzdienstleistungen und -produkten ist bei den Banken unterschiedlich. Manche Institute warten mit nur wenigen Produkten auf, andere mit der Vielfalt herkömmlicher Banken und Sparkassen. Interessenten können sich für klassische Bankprodukte wie Sparbuch, Tagesgeld, Festgeld oder Sparbrief entscheiden, aber sich auch ethisch-ökologische Investmentfonds, Beteiligungen und Versicherungen vermitteln lassen. (es)

GELDBEWEGT | Anlegen für Mensch und Umwelt

geld-bewegt.de/nachhaltige-bank

etika.lu/Informationsquellen-Links-zur-Sozialfinanz-und-NGOs-aktiv-im-Finanzsektor



# Wie beantragt man einen Kredit mit Bonifikation?

Sie möchten einen Kredit für eine wirtschaftliche Tätigkeit beantragen, die einen deutlichen sozialen und/oder ökologischen Mehrwert hat oder positiv zur Entwicklung der Länder des globalen Süden beiträgt? Und Sie sind Kunde von Spuerkeess? Dann gibt es zwei Wege: Wenn Ihr Projekt schon konkret umsetzungsfähig ist und insbesondere bereits ein detaillierter Businessplan besteht, wenden Sie sich an die Kreditabteilung Ihrer Filiale. Wenn Sie noch Beratungsbedarf haben, wenden Sie sich an etika. Wir unterstützen Sie dabei, Ihr Projekt zu beschreiben und die gewünschte Kredithöhe zu benennen. Dazu genügt es, im Vorfeld unser Kreditantragsformular auszufüllen. Ist dieses vollständig, leiten wir es an unser Kreditkomitee weiter, das sich aus erfahrenen ehrenamtlich tätigen Delegierten unserer Mitgliedsorganisationen zusammensetzt.

In beiden Fällen wird der Antrag gründlich geprüft: von unserem Kreditkomitee vor allem auf seinen ethischen Mehrwert und von Spuerkeess vor allem auf seine Wirtschaftlichkeit. Wir empfehlen, zunächst den Kontakt zu Spuerkeess zu suchen. Es kann aber auch von Vorteil sein, die Bank bereits informieren zu können, dass etika das Projekt unterstützen würde. Auf der Grundlage der Informationen, die Sie in ihrem Kreditantrag angegeben haben, entscheiden beide Institutionen, ob noch weitere – sachliche oder finanzielle – Informationen benötigt werden oder nicht. Es wird jedoch empfohlen, den Antrag schon so gut vorzubereiten, dass keine grundlegenden Fragen mehr offen sind. Bei beiden Vorgehensweisen wird ein positiv beschiedener Antrag an die Organe des Partners weitergeleitet.

Im Falle der Zustimmung beider Organe wird dann neben dem Vertrag mit Spuerkeess auch ein Vertrag zwischen etika und Ihnen unterzeichnet. In diesem wird – unabhängig von den Rückzahlungsbedingungen seitens der Bank – die Zinsbonifikation benannt, die Sie aufgrund des sozialen und/oder ökologischen Mehrwertes erhalten. Diese beläuft sich auf einen Wert zwischen 0,2 und 0,6 %, um den die mit Spuerkeess vereinbarten Rückzahlungszinsen reduziert werden. Vertrauen und Transparenz sind uns beim Investieren des Sparkapitals unserer Kund*innen sehr wichtig. Dazu gehört, dass Ihr Projekt von uns beworben wird. (es)

ALTERNATIVE KREDITE

## Wie wir uns finanzieren

Zur Deckung der allgemeinen administrativen Kosten sowie der Kosten von Sensibilisierungsmassnahmen finanziert sich etika – neben den jährlichen Beiträgen unserer Mitglieder – vor allem über einen Anteil an dem in das alternative Sparkonto eingezahlten Sparkapital. Gemäss einer Vereinbarung mit Spuerkeess erhalten wir einen Festbetrag sowie einen variablen Betrag, der sich an der Höhe des Sparkapitals bzw. der erzielten Finanzierung orientiert. Seit 2020 erhalten wir ferner ein (deutlich geringeres) Honorar aus der Kooperation mit Bâloise Assurances Luxembourg (siehe S. 7).

KOOPERATION SPUERKEESS

# Schritte zum „responsible banking"

Mit den Principles for Responsible Banking (siehe unten) bekennt sich Spuerkeess zu ihrer Verantwortung für Wirtschaft und Gesellschaft, diese bei ihrer Transformation zu nachhaltigerem Wirtschaften zu unterstützen. Als Unterzeichnerin der Principles verpflichtet sie sich, Zielvorhaben für alle wesentlichen Geschäftsfelder zu formulieren und diese zu veröffentlichen.

Die Prinzipien umfassen sowohl die strategische als auch die operative Ebene. Spuerkeess möchte dabei ihre Stakeholder – Kunden, Mitarbeiter, Gesetzgeber und Investoren – gleichermaßen berücksichtigen.

Rudi Belli, stellvertretender Direktor von Spuerkeess, zeichnet als Verantwortlicher für die Integration und Umsetzung von ESG-Erwägungen der Staatsbank – und somit auch für den Prozess der Umsetzung der Principles. Er betont auf Anfrage, dass die Bank intensiv an der Umsetzung der Principles arbeitet, wofür sie bis zu 4 Jahre Zeit hat. Im Zuge dieses Prozesses werden ESG-Kriterien (Environmental, Social, Governance) als transversaler Pfeiler in der Gesamtstrategie der Bank eine wesentlichere Rolle einnehmen.

Intern sind bei dieser ambitionierten Aufgabe freilich noch viele Prozesse neu zu gestalten, um ein auf die Zukunft gerichtetes „ESG-

Gesamtbild" aufzuzeichnen. Beispielsweise müssen für diese drei Kriterien Instrumente zum „Impact Measurement" für alle Bankgeschäfte erarbeitet werden. Durch die Unterzeichnung der Principles vor einem Jahr sei das Haus in Bewegung gebracht worden.

Auch in die Kooperation Etika – Spuerkeess ist im Zuge dieser Prozesse eine neue Dynamik gekommen. Unsere Expertise konnte in einer Reihe kontinuierlicher gemeinsamer Besprechungen eingebracht werden. Bei diesem intensiven Austausch geht es zunächst unter anderem um mögliche Erweiterungen des Anwendungsbereichs unseres alternativen Kreditmechanismus, langfristig aber auch um neue Finanzprodukte. Es bewegt sich einiges. (es)

## Die UN Principles of Sustainable Banking*

**1. Ausrichtung:** Wir werden unsere Unternehmensstrategie so ausrichten, dass sie konsistent zur Realisierung der Bedürfnisse von Menschen und Zielen der Gesellschaft beiträgt, wie sie in den SDG und dem Pariser Klimaabkommen sowie anderen relevanten nationalen und regionalen Rahmenwerken zum Ausdruck kommen. Dabei werden wir unsere Anstrengungen auf die Bereiche fokussieren, in denen wir die signifikantesten Auswirkungen haben.

**2. Auswirkung:** Wir werden die positiven Auswirkungen unserer Aktivitäten, Produkte und Dienstleistungen auf Mensch und Umwelt kontinuierlich verstärken, während wir zugleich unsere negativen Auswirkungen in diesem Zusammenhang verringern und die entsprechenden Risiken managen.

**3. Kunden und Verbraucher:** Wir werden mit unseren Kunden und Verbrauchern verantwortlich zusammenarbeiten, um nachhaltige Praktiken zu ermutigen und ökonomische Aktivitäten zu ermöglichen, die gemeinsamen Wohlstand für gegenwärtige und zukünftige Generationen schaffen.

**4. Interessensgruppen:** Wir werden proaktiv und verantwortlich relevante Interessensgruppen (Stakeholder) hinzuziehen und uns partnerschaftlich mit ihnen auseinandersetzen, um gesellschaftliche Zielsetzungen zur realisieren.

**5. Unternehmensführung und Zielsetzung:** Wir werden unser Bekenntnis für die vorliegenden Prinzipien durch eine wirksame Unternehmensführung sowie eine Kultur des

UNEP FINANCE INITIATIVE | PRINCIPLES FOR RESPONSIBLE BANKING

verantwortlichen Bankwesens implementieren sowie unser Bestreben und unsere Verantwortlichkeit dadurch zeigen, dass wir uns öffentliche Ziele setzen, die sich auf unsere bedeutsamsten Auswirkungen beziehen.

**6. Transparenz und Rechenschaft:** Wir werden unsere individuellen und kollektiven Beiträge zur Implementierung der vorliegenden Prinzipien überprüfen sowie transparent Rechenschaft mit Blick auf unsere positiven und negativen Auswirkungen auf und Beiträge zu den gesellschaftlichen Zielsetzungen ablegen.

** Diese Übersetzung wird von der Commerzbank genutzt (Spuerkeess hat keine deutsche Version veröffentlicht).*

# Nachhaltig versichert?

Das Versicherungsprinzip ist eine geniale Erfindung. Bereits einige hundert Jahre alt hat es schon so manchen vor dem Ruin oder dem Existenzverlust bewahrt. Von den Anfängen der Seeversicherung vor circa 600 Jahren bis zu einer Versicherung für Haustiere heute ist die Geschichte der Versicherung facetten- und ereignisreich. Ob es an Versicherungsmathematik oder den Staatsanleihen oben auf der Einkaufsliste der Assekuranzen liegt weiß man nicht, doch eilte dem Geschäft mit der Sicherheit, zumindest in den letzten Dekaden, nicht gerade der spannendste Ruf voraus. Zu Unrecht.

Was für die Finanzwelt im Allgemeinen gilt, gilt hier für die Versicherungsbranche im Besonderen. Denn die meisten Menschen betrachten Finanzen und verwandte Angelegenheiten eher als lästige Pflichten, mit denen man sich leider immer wieder herumplagen muss. Mit der Wahl des richtigen Investmentfonds kann man sich an einem trüben Sonntagnachmittag noch beschäftigen, aber welche Versicherung nun die beste ist? Naja, vielleicht einfach die günstigste? Wie immer ist es nicht so einfach!

Wo sich vor allem in den letzten Jahren im Finanzbereich, insbesondere bei den Fonds ein wahrer Boom und eine klare Marschrichtung hin zur Berücksichtigung von Nachhaltigkeitsaspekten abzeichnet blieb es bis zuletzt bei den Banken und Versicherungen recht ruhig in punkto Enkeltauglichkeit. Es scheint bisweilen nur Platz für ein größeres Thema, oder ein Objekt des Interesses zu geben. Doch allmählich, wenn auch nur langsam scheint eine laue Brise im konservativsten Geschäft unter den Finanzgeschäften aufzukommen. Nach den Banken bekommen nun auch die Versicherungen den Druck aus Brüssel wie auch von der Straße ab und mit - man muss mit der Zeit gehen.

Für die Versicherungswelt sind dabei die Megatrends des Anthropozäns noch bedeutend wichtiger als für manch andere Branche. Denn sie versichert gegen Unsicherheit und Schaden, insbesondere deren unerwartete und bisher zumeist unwahrscheinliche Formen und Ausmaße. Doch leider macht der menschengemachte Klimawandel Wetterextreme nicht nur wahrscheinlicher, sondern zudem auch noch schlimmer. Wir werden mehr und heftigere Extremwetterereignisse erleben und zusehen müssen wie enorme Schäden in Wirtschaft und Gesellschaft entstehen. Gut also, dass es Versicherungen gibt, schlecht nur wenn diese durch ihr Geschäftsmodell zur Verstärkung der Klima- und Biodiversitätskrise beitragen.

So hatten anhaltende Proteste letztes Jahr einige Versicherer dazu gedrängt keine Versicherung für Adani und deren neues Kohleprojekt in Queensland, Australien bereitzustellen – was also versichert wird, ist bereits diskutabel. Hinzu kommt, wie versichert wird und hierbei vor allem wo und wie eine Versicherung das Geld ihrer Kund*innen investiert. Wirft man hier einen neugierigen Blick auf die Versicherungslandschaft in Europa so muss man festhalten: es gibt bisher kaum eine Versicherung die ausschließlich zukunftsgerechten Projekte oder Objekte versichert, transparent und nachhaltig investiert und die Produktpalette mit ihren Leistungen auf Nachhaltigkeit getrimmt hat. Kurz: Es gibt großen Nachholbedarf in der Branche.

Hier setzt die Kooperation von etika mit Bâloise Luxemburg an. Gemeinsam gehen wir seit Ende Januar in einer transversalen und ganzheitlichen Dimension das Thema Nachhaltigkeit in den verschiedenen Bereichen an. Erste Beratung im Bereich ökologischer Fussabdruck der Versicherung selbst, sowie Fortbildungen zur Sensibilisierung von Mitarbeiter*innen und Zusammenarbeit im Bereich Produkte sind bereits erfolgt. Etika lernt dabei von den Notwendigkeiten und Besonderheiten des Versicherungsgeschäfts während Bâloise von der 24-jährigen Erfahrung etikas in der Nachhaltigkeit mit Finanzen profitieren kann. Bald schon soll das erste nachhaltige Versicherungsprodukt von Bâloise in Luxemburg auf den Markt kommen.

Einige erste Schritte in Richtung Nachhaltigkeit sind getan, der Aufbau von Ausdauer und Resilienz für den Marathon des menschheitsgeschichtlich entscheidenden 21. Jahrhunderts hat gerade erste begonnen. Ein Anfang der hoffen lässt auf mehr und auf einen tiefgreifenden Wandel zum Schutz von Mensch und Natur – dem ureigenen Auftrag der Versicherung. (af)

## „Brown Bag Lunches"

Im Rahmen der Kooperation arbeiten Bâloise und etika gemeinsam an mehreren Projekten zur Integration von Nachhaltigkeitserwägungen gleichzeitig. Neben der Entwicklung nachhaltiger Versicherungsprodukte agieren wir auch als interne Berater zu Fragen der Nachhaltigkeit und machen Verbesserungsvorschläge bezüglich interner Abläufe. Ferner schulen wir die Mitarbeiter*innen zu Nachhaltigkeitsthemen, halten Vorträge und schreiben Texte.

Coronabedingt konnten die Schulungen erst im Herbst beginnen und fanden im Rahmen einstündiger Webinare in der Mittagspause. Wir begannen am 21.10.2020 mit dem Thema "Prévenir les risques psychosociaux", das wir - wie die folgenden Webinare - interaktiv gestalteten. Am 11. November ging es um globale Krisen in ihrer Wechselwirkung auf Versicherungen, am 18. November um Nachhaltigkeit in der Ernährung, am 26. November um die Frage, wie man am Arbeitsplatz mehr Bewusstsein für Nachhaltigkeit schaffen kann und schließlich am 30.11 um nachhaltiges Investieren. Es nahmen regelmäßig ein bis zwei Dutzend Mitarbeiter*innen teil. (es)

# Transition Days

Im Sommer waren wir noch optimistisch, aber die neue Realität schien uns im Herbst nur wenig Möglichkeiten zu bieten, Sensibilisierungsaktivitäten anzubieten. Und doch gelang es, an acht öffentlichen Veranstaltungen mit gebührendem Abstand teilzunehmen bzw. diese zu organisieren. Immerhin.

Am **8. September** sprachen wir bei einer Info-Veranstaltung der Vereine „Transition Town Saarbrücken“ und „Weltveränderer“ in Saarbrücken über das Thema „**Wer Geld hat, hat Macht – Auch Du!** (mit deinem Geld, deinem Konto, Deiner Versicherung)“. Vorab gab es ein erstes von drei Treffen mit Teilnehmer*Innen einer Arbeitsgemeinschaft „**Finanzielle Nachhaltigkeit**“ der vom dortigen Umweltministerium initiierten Fortentwicklung der Saarländischen Nachhaltigkeitsstrategie. Unser Beitrag war insbesondere die Frage, über welche Banken das Bundesland seine Geldgeschäfte abwickelt (unter anderem Deutsche Bank) und ob es nicht inkohärent ist, wenn Gelder, die vom Ministerium zum Beispiel in Projekte erneuerbarer Energien investiert werden, von der Bank vorher – renditeträchtig – in Projekten fossiler Energieträger investiert waren. Später im Monat mit der Frage konfrontiert, äusserte der Minister Interesse an einer Klärung. Eine ähnliche Anfrage an das luxemburgische Finanzministerium blieb dagegen unbeantwortet.

Vom **30. September bis 4. November** nahmen wir an der **Online-Summer-School** des Institute for Social Banking teil, bei der anstelle des einwöchigen Meetings in Padua / Italien jeweils drei Redner*Innen in fünf jeweils mehrstündigen Webinaren Themen wie Identität und Vision ethischer Banken, Kundenansprache, Vernetzung, Digitalisierung und persönliche Entwicklung ansprachen.

Am **7. Oktober** nahmen wir am **Atelier „Panorama des financements“** von Nyuko teil, einer Beratungsinstitution zur Unterstützung von Gründer*Innen, die ihre Ideen zum Aufbau eines Unternehmens in Luxemburg entwickeln möchten. Mit einem dieser Projekte hatten wir am **2. November** ein vertiefendes Beratungsgespräch.

Die vom CELL und anderen Partnern organisierten diesjährigen „**Transition Days**“ sollten vom 3. – 5. Juli im Carré (Hollerich) statt finden. Sie stehen 2020 unter dem Motto „How to live together in a one planet world“.

Akteure und Anbieter von Produkten der Transition-Bewegung, wollten zu einer Mischung aus Messe und Festival einladen. Stattdessen wird nun eine Abfolge von Thementagen über einen längeren Zeitraum veranstaltet: Im Oktober „Alimentation“, im Dezember „Bureau“ (Arbeit, Kommunikation, Geld), im Januar „Chambre“ (innere Transition, Träumen, Visionen), im März „Garage“ (Mobilität, Wohnen), und im Mai „Jardin“ (Gemeinschaftsgärten, öffentlicher Raum). etika beteiligt sich bei Alimentation, im Bureau und im Jardin.

Wie kann unsere Lebensmittelproduktion so gestaltet werden, dass alle Menschen satt werden und gesunde Lebensmittel haben, deren Produktion nicht den Planeten zerstört? Dass sich etwas ändern muss, ist allen Beteiligten klar. Den Bauer*Innen selbst, vielen Verbraucher*Innen, sogar der Politik. Einen möglichen Ansatz für eine „Ernährungswende/ Transition alimentaire“ haben wir uns bei einer dreistündigen **Radtour** am **18. Oktober** erläutern lassen. Zunächst fuhren wir mit 14 Teilnehmer*innen entlang der Alzette zum „Hesper Gaart“, einem Gemeinschaftsgarten. Von dort fuhren wir nach Kockelscheuer an, um uns über das Sensibilisierungsprojekt „**2000 m² für unser Essen**“ zu informieren. Rechtzeitig zum Mittagessen waren wir zurück beim „alternativen Liewensmëttel Maart“ Im Carré in Hollerich.

Am **30. Oktober** beteiligen wir uns – in Kooperation mit Fridays for Future, Students for Future und Transition Town Saarbrücken – anlässlich des Weltspartags an der deutschlandweiten Aktion „**Banks against Future?**“ von urgewald mit einem Stand in Saarbrücken, um spezifisch die Sparkassen, die Deutsche Bank und die Commerzbank aufzufordern, Investments in Rüstung und Kohle zu beenden.

In der Reihe „Monde en doc“ zeigten wir am **2. November** in Zusammenarbeit mit ATTAC den Film „**This Land is My Land**“. Den Film der Regisseurin Susanne Brandstätter, der sich Gedanken darüber macht, ob man Menschen mit völlig konträren Auffassungen verstehen kann, zeigten wir am Vorabend der US-Präsi-

dentschaftswahlen vor etwa 35 Zuschauer*Innen in der Cinémathèque (coronabedingt bedeutete das ein ausverkauftes Haus).

Am **11. November** beteiligten wir uns an einer symbolischen Aktion der Plattform „**Devoir de vigilance**“ vor dem Cercle municipal – zur Zeit ungewandelt zur Chambre des députés (siehe S. 1). Anlässlich der Erklärung des Aussenministers zur Aussenpolitik wiesen wir mit Plakaten auf die Dringlichkeit eines Lieferkettengesetzes (loi nationale « droits humains et entreprises ») hin.

Bei der Transition-Days-Themenwoche „Bureau“ gab es im Dezember einige Veranstaltungen zum Thema Geld und Einkommen. Etika bot in Ergänzung zu Schulungen und Workshops von Financité am **9. Dezember** ein Webinar „**Du bon usage de l'argent**“ an. (es)

## Oeconomia

In der Reihe „Le Monde en doc“ zeigen wir in Zusammenarbeit mit CELL und ATTAC am Montag, **4. Januar 2021** in der Cinemathèque um 19 Uhr den Film „Oeconomia“ von Carmen Losmann, der in sehr erhellender Weise der Frage nachgeht, wie eigentlich Geld entsteht.

Wir ziehen um: Ab Januar lautet unsere neue Postanschrift:
Rue Adolphe Fischer 136 / 138,
L-1521 Luxembourg

**IMPRESSUM**

Den etika-info ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont.
**Editeur:** etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu
**Lay-out:** Bizart **Redaktioun:** Alexander Feldmann (af), Ekkehart Schmidt (es) **Lektorat:** Peggy Hamann
**Drock:** Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange. **Fotoën:** acilo/Getty Images (sait 7), C4L (sait 4 o.), Fairtrade Lëtzebuerg (sait 1), Lea Konz (sait 3 u.), Sana Murad und Marie Sauerhöfer (sait 2 u.), Ekkehart Schmidt (sait 2 o., 4 u., 8), Sudsolar (sait 3), Spuerkeess (sait 6), Lynn Theissen (sait 4 re)

**Den etika info as op recycléiertem an 100 % chlorfräi gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.**

JOIN US ON FOLLOW US ON

Für aktuelle Informationen und Veranstaltungen nutzen Sie bitte unsere Facebook- und Twitter-Seiten oder bestellen sie unseren etikaNEWSLETTER.

Suivez nos actualités en vous inscrivant sur notre newsletter, en «likant» notre page sur facebook, ou en nous suivant sur twitter. Pour ceci, rendez-vous sur notre site **www.etika.lu**